

“Le contrôle judiciaire a été violé 40 fois” : l'Etat condamné pour “faute lourde” dans une affaire de féminicide



"Plus écoutées mortes que vivantes", l'un des slogans affichés sur les murs d'Orléans. / © Collages Féminicides Orléans

En 2014, Isabelle Thomas et ses parents avaient été assassinés par l'ex-conjoint de l'enseignante. La Justice a conclu à d'importants manquements dans la gestion de cette affaire. Un verdict qui satisfait les défenseurs de la cause des femmes.

Par Yachia Hajzler
Publié le 24/04/2020 à 21:41 Mis à jour le 24/04/2020 à 23:47

"Isabelle, quand elle est entrée dans le commissariat, elle a dit : "Il va me tuer, et après il se suicidera". Ça a été sa première phrase. L'histoire était écrite. Et devant le juge, il a revendiqué ses actes, en disant que lui, il savait pourquoi il était violent. Sous-entendu, qu'elle le méritait. Il aurait dû être évident que c'était un homme dangereux."

Cinq ans après les faits, c'est une victoire judiciaire amère que savoure Me Isabelle Steyer.

Isabelle Thomas, victime de l'Etat

Depuis 2014, l'avocate accompagne la sœur d'Isabelle Thomas, assassinée par son ex-conjoint. Cette année-là, l'enseignante de 49 ans quitte son compagnon, Patrick Lemoine, et porte plainte pour violences conjugales. Son état confirme ses dires. L'homme violent écope, en attendant son procès, d'un contrôle judiciaire. "Il faut savoir que le **contrôle judiciaire, il a été violé 40 fois**" précise l'avocate. Sans que personne ne réagisse.



Une liberté qui lui donnera l'occasion de commettre le pire. Le 4 août 2014, il tire sur Isabelle Thomas et ses parents. Comme annoncé par la victime, il se suicide quelques jours plus tard, en détention. Cette absence de réaction face aux violations récurrentes du contrôle judiciaire, c'est ce qui a valu à l'Etat français sa condamnation le 16 mars, pour "faute lourde".

"J'ai maintenant 25 ans d'exercice professionnel dans ce domaine, je savais prendre le pouls de ce qui pouvait constituer une faute de l'Etat ou non. Tout le monde nous avait découragé de faire cette procédure. On nous disait : "quel courage, mais ça n'arrivera jamais". Je pense que quand on sent qu'il faut faire les choses, il faut les faire" tranche l'avocate. La détermination des deux femmes a payé.

"C'est une grande victoire judiciaire"

Dans l'ensemble, associations, militants et politiques vivent ce jugement comme une belle avancée. "On est évidemment satisfaites de ce jugement. Il faut que ça serve à une prise de conscience. La société est en train de changer et ce jugement en fait partie. J'espère qu'il aura des suites positives, c'est en tout cas un signal fort" reconnaît Mélanie Goyeau, porte-parole d'Osez le féminisme 37.

"On connaît Cathy Thomas depuis des années et on a travaillé ensemble. On suivait ça de très près, raconte Marianne", bénévole du collectif Féminicides par compagnon ou ex, qui fait le décompte de ces crimes depuis 2016. C'est quand même une belle victoire."

"Le prénom a été modifié pour préserver l'identité de la militante"

Sandrine Bouchalt, présidente de l'Union nationale des familles de féminicides a elle-même perdu sa sœur, immolée par son conjoint. "C'est la prise en compte de la douleur des familles, du statut de victime qui nous est dénié depuis tant d'années et pour lequel on se bat. Cette décision ouvre une perspective nouvelle pour ces familles, celles qui n'auront jamais de procès parce que l'auteur s'est suicidé, pour qui ce statut de victime n'est jamais reconnu", estime-t-elle.

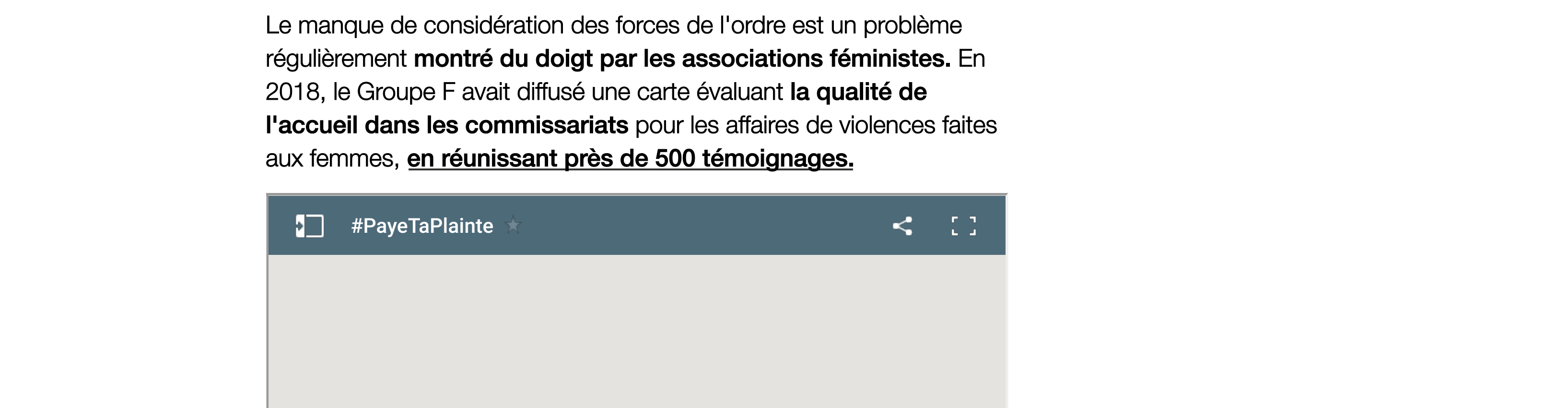
Deux condamnations similaires ont déjà été prononcées par la justice, en 2014 et 2017, qui n'ont pas aidé à huiler la machine judiciaire. Cette fois, ce pourrait être différent. "En ce moment, les violences conjugales, on en parle beaucoup, souvent, contextualise la présidente d'association. Peut-être qu'avec cette condamnation-là, les policiers vont se dire : "Il faut peut-être qu'on fasse un peu plus attention à ce qu'on fait".

Les forces de l'ordre, un maillon faible ?

Car malheureusement, le chemin qui a mené à la mort d'Isabelle Thomas est bien connu des activistes. "Le suicide, le contexte de séparation, l'inaction de la Justice, la remise en question de la parole de la victime, tout ça c'est fréquent. Quand on dit aux femmes : "Quittez votre conjoint violent", c'est n'est pas simple. Elles savent qu'elles mettent en danger leur famille."

Pour son rôle dans la mort d'Isabelle Thomas et ses parents, l'Etat versera à sa famille 100 000 euros. "C'est pas mal, mais de toute façon ce n'est pas l'argent qui intéressait Cathy. Est-ce qu'on peut mettre un prix sur l'assassinat d'une sœur et de deux parents ? Interpelle Marianne". Ce qu'on veut, c'est que dès qu'une femme contacte la police, on traite le problème immédiatement. Mais on n'y croit pas trop, c'est encore une longue route, je crois..."

Le manque de considération des forces de l'ordre est un problème régulièrement montré du doigt par les associations féministes. En 2018, le Groupe F avait diffusé une carte évaluant la qualité de l'accueil dans les commissariats pour les affaires de violences faites aux femmes, en réunissant près de 500 témoignages.



"Les forces de l'ordre sont débordées, pas suffisamment formées et sensibilisées à ces problèmes de violences conjugales. Mais je considère qu'effectivement l'Etat est défaillant sur ce sujet depuis très longtemps" convient la députée d'Indre-et-Loire Sophie Auconie, qui milite depuis plusieurs années pour une formation continue des agents.

Proposition de loi sur les violences sexuelles : que reste-t-il du rapport de Sophie Auconie ?

Condamné, et après ?

Mis face à ses fautes, l'Etat français va-t-il savoir changer ? "Plutôt que d'avoir plus souvent recours à ces procédures, je préférerais que nous protégeions collectivement ces femmes. Il faut que tout soit mis en oeuvre pour qu'on entende ces victimes" appelle de ses vœux la députée UDI Sophie Auconie, engagée de longue date sur la question.

Alors que l'égalité hommes-femmes avait été décrétée grande cause du quinquennat, le gouvernement Macron s'attire régulièrement les foudres des opposants et militants. particulièrement sur la question du budget consacré à cette problématique de premier plan.

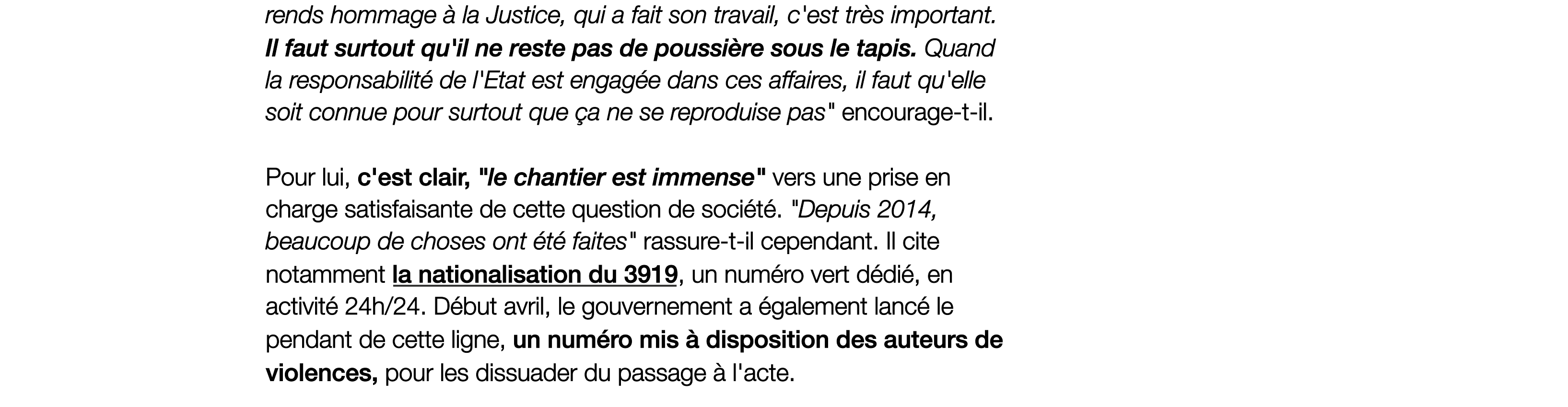
Le budget d'1 milliard € pour l'égalité hommes-femmes "une escroquerie" du gouvernement pour les associations féministes

Pourtant, Sophie Auconie pointe des avancées intéressantes. "Je suis très satisfaite de la loi que moi j'appelle la loi Pradé, du nom de mon collègue LR qui l'a portée. J'espère qu'elle permettra d'éviter ces drames absolument inacceptables au XXIème siècle."

Votée en novembre 2019, la loi contre les violences conjugales prévoit notamment la possibilité d'équiper les auteurs de violences d'un bracelet électronique d'éloignement avant tout jugement, ou encore la suspension de l'autorité parentale dès la mise en examen.

Député LREM d'Indre-et-Loire, Philippe Chalumeau a cofondé, à Tours, un espace d'accueil et d'orientation pour les femmes victimes de violences, au sein des locaux de SOS Médecins. "Je rends hommage à la Justice, qui a fait son travail, c'est très important. Il faut surtout qu'il ne reste pas de poussière sous le tapis. Quand la responsabilité de l'Etat est engagée dans ces affaires, il faut qu'elle soit connue pour surtout que ça ne se reproduise pas" encourage-t-il.

Pour lui, c'est clair, "le chantier est immense" vers une prise en charge satisfaisante de cette question de société. "Depuis 2014, beaucoup de choses ont été faites" rassure-t-il cependant. Il cite notamment la nationalisation du 3919, un numéro vert dédié, en activité 24h/24. Début avril, le gouvernement a également lancé le pendant de cette ligne, un numéro mis à disposition des auteurs de violences, pour les dissuader du passage à l'acte.



Mais les associations, et c'est leur rôle, demandent plus. Marianne", du collectif Féminicides par compagnons ou ex appelle à un traitement "à l'espagnole" de ces affaires. "En Espagne, un tribunal spécial est dédié à la question, pourquoi pas en France ? Pourquoi est-on si réticent à le créer ? Il aurait peut-être trop de travail, par hasard ?" ironise-t-elle. Nos voisins l'ont fait très vite, et les féminicides ont drastiquement diminué. Parce qu'on admet que c'est le machisme qui tue, et c'est ça qu'il faut traiter."

En France, en 2019, au moins 151 femmes ont été tuées par leur conjoint ou ex-conjoint.

Partager Twitter Envoyer

A LIRE AUSSI

→ "Merde, il faudrait peut-être faire quelque chose !" : elles s'engagent contre les féminicides

→ Marche du 23 novembre : le mot "féminicide" doit-il arriver jusqu'aux tribunaux ?

→ "On aurait pu éviter ces féminicides" : deux députées reviennent sur le Grenelle des violences conjugales

FEMMES SOCIÉTÉ VIOLENCE VIOLENCE CONJUGALE JUSTICE

SUR LE MÊME SUJET

Comptes "fisha" : comment un groupe de militantes lutte contre la diffusion de photos et vidéos intimes volées

Presse : un an de réflexions dans la vie des femmes

DIRECT. Suivez la marche du 23 novembre à Paris et en Centre-Val de Loire

8 mars - féminicides, violences, harcèlements : pourquoi un nouveau féminisme est né en 2019

Municipales 2020 : femmes et politique, une conquête progressive

"J'ai fait un bac littéraire et je suis devenue physicienne"

LES + LUS

1 Météo France 3 Centre-Val de Loire du samedi 18 avril 2020 : orages en soirée

2 Loiret : six mois ferme pour avoir lancé un colis au-dessus du mur de la prison de Saran en plein confinement

3 Emmanuel Macron refuse un désengagement tarif pour les personnes âgées

4 Ces villes, métropoles et départements du Centre-Val de Loire qui vont distribuer des masques à la population

5 Météo France 3 Centre-Val de Loire du dimanche 19 avril 2020 : dégradation pluvio-orageuse !

LES + PARTAGÉS

1 Tours : en plein confinement, un chevreuil s'égare dans le centre-ville

2 ZooParc de Beauval : déjà 15 millions d'euros de perte, le zoo en danger ?

3 Hécatombe dans un EHPAD de l'Indre : 40 résidents contaminés et 12 décès dus au Covid-19

4 Euren et Loir - un artisan crée un portillon anti Covid-19 pour permettre la vente à emporter dans les commerces

5 Histoire et confinement : en 1918, la Touraine au rythme de la grippe espagnole, la pire épidémie de l'histoire

LES INDISPENSABLES

Contactez-nous

Recevoir France 3 Centre-Val de Loire

Vos programmes régionaux

Abonnez-vous à la newsletter et à l'alerte info

Plan du site

Toute l'actualité des élections municipales

Résultats des élections municipales 2020 en Centre-Val de Loire

VOS ÉMISSIONS RÉGIONALES

Les documentaires

Ensemble c'est mieux !

On vous embarque !

Renversons

Enquêtes de région

Dimanche en politique

La région vue du ciel

Backstage

T'en penses quoi ?

Histoire de...

VOS SERVICES

Votre météo en Centre-Val de Loire

Votre info trafic

Vos flux RSS

Votre appli France 3 Régions

S'ABONNER À LA NEWSLETTER

Votre adresse email S'inscrire

Pour France Télévisions, le respect de votre vie privée est une priorité.

En poursuivant votre navigation sur ce site de France Télévisions, vous acceptez l'utilisation de cookies et l'accès à nos services. Pour en savoir plus consultez notre politique de confidentialité ou paramétrez vos cookies et consentements.

© 2020 France Télévisions | Mentions légales | Gestion des cookies